



Communiqué de presse

Vendredi 31 mai 2013

Patronat et syndicats aveuglés par la chimère des gaz de schiste

Patronat et syndicats ont présenté mardi 28 mai un rapport intitulé « Réinventer la croissance ». Ce rapport dresse des recommandations dans 7 domaines dont l'économie verte, les mobilités et la transition énergétique qui sont à fort potentiel économique. Il entrouvre la porte aux gaz et huiles de schiste (GHDS) en suggérant d'en évaluer les réserves. Encore une fois, France Nature Environnement dénonce la vision de court-terme des défenseurs des GHDS qui, obnubilés par l'indépendance énergétique américaine (non pérenne), oublie d'une part les impacts environnementaux, sanitaires et climatiques de l'exploitation de ces énergies fossiles, et, d'autre part, oublie de dire que les gains pour l'emploi et l'économie sont des leurres. Explications.

Un contenu en emploi très faible

Contrairement à une idée répandue, les gaz et huiles de schiste ne constituent pas un gisement important d'emplois. Les chiffres provenant tout droit des Etats-Unis[1], pourtant érigés en exemple à suivre par les défenseurs des gaz de schistes, montrent que pour 500000 forages réalisés en 8 ans, 600.000 emplois directs et indirects ont été créés, soit seulement 1,2 emplois en moyenne par forage, ce qui est très peu, et révèle le caractère très capitalistique de cette filière. Par ailleurs, installer une telle industrie en France ne se ferait pas sans impacts négatifs pour les emplois dans les secteurs agricoles et touristiques.

Le prix du gaz ne baissera pas grâce aux gaz de schiste...

Ni pour les ménages, ni pour les entreprises ! Si le prix du gaz a baissé aux Etats-Unis ces dernières années, cela est dû à la spécificité du marché du gaz américain : marché sur lequel les prix se forment à court terme par confrontation de l'offre et de la demande, d'où la formation d'une « bulle » qui ne manquera pas d'exploser et que les producteurs de gaz américains dénoncent publiquement, comme par exemple le PDG d'Exxon, Rex Tillerson, qui affirmait en juin 2012 à propos des GHDS : « Nous perdons tous nos chemises aujourd'hui. Nous ne faisons pas d'argent. Tous les signaux sont au rouge »[2].

En Europe, le prix du gaz est fixé de manière différente par des contrats de long terme (10 à 30 ans), et s'aligne sur les coûts d'exploitation de la technique la plus coûteuse. Le prix du gaz ne baissera donc pas en France et les GHDS ne

constitueront pas un « facteur gigantesque de compétitivité pour les entreprises françaises ».

Pour un « non » ferme et définitif aux gaz de schiste

Les énergies renouvelables qui sont également dans le rapport permettront de « réinventer la croissance » en France mais pas les gaz de schistes. Une chose est par ailleurs certaine : leur exploitation a de graves conséquences sur le climat, l'environnement et la santé. Surexploitation et pollution de l'eau, pollution de l'air, risques sismiques et impacts sanitaires ont été identifiés et trop de fois expérimentés aux Etats-Unis. Face à de telles réalités, une évaluation du potentiel français en gaz de schiste s'avèrerait coûteuse, inutile et en contradiction avec une transition énergétique ambitieuse.

Pour Maryse Arditi, « *Il est temps de se tourner résolument vers l'avenir et d'engager de vrais efforts de recherche et d'investissements dans le secteur des ENR, du stockage de l'électricité et de l'efficacité énergétique, secteurs davantage porteurs d'emplois comme le démontre les premières études macro économiques sur les scénarios ambitieux de l'ADEME et de Negawatt. Par ailleurs, nous notons avec intérêt que la contribution climat-énergie que demande FNE est soutenue dans ce rapport* ».